

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



FÉVRIER 2021 / N° 459

2€

POUR CONTRER LES COMLOTISTES

Siamo tutti antifascisti



SOMMAIRE

LUTTE SYNDICALE

● **Un chat noir à l'hosto.** Séverine, Marie, Jean-Luc, soignant·es à l'hôpital d'Albertville-Moutiers viennent de créer une section CNT santé-social.

P2 à 5

● **La flicaille fait casquer les choristes.** Faire chœur, chanter en public ? Flics et juges veulent imposer silence.

P7

● **La prime, à quoi ça rime ?** Quand on est smicarde de l'aide à domicile, qu'est-ce qui prime ?

P8

ÉDUCATION

● **L'école à cran.** Sous effectifs, manque de reconnaissance : les personnels en ont marre.

P6

DOSSIER

● **Le complotisme.** P10 à 13

INTERNATIONAL P 14 à 19

● **Inde, Turquie, Pologne, Rojava, USA..**

CULTURE P 20 à 23

● **Collapsologie ou l'écologie mutilée,** Renaud Garcia.

● **La fascinante démocratie du Rojava. Le contrat social de la fédération de la Syrie du Nord,** Pierre Bance.

● **Fascisme fossile,** Zetkin collective.

● **Le pas de la Manu, St-Etienne, où se fabriquent les armes,** Baptiste Deyrail.



Manif à Chambéry.

Un chat noir à l'hosto

Séverine, Marie, Jean-Luc, soignant·es à l'hôpital d'Albertville-Moutiers viennent de créer une section CNT santé-social.

Quelle a été votre première motivation pour créer une section CNT ?

Séverine : C'est le ras-le-bol de voir l'hôpital public se dégrader, les services fermer les uns après les

autres, les lits supprimés à tour de bras. Le ras-le-bol de voir les agents fatigués revenir au travail sur leurs jours de repos pour pallier au manque de personnel, et se retrouvant au bord de l'épuisement professionnel. Je ne compte plus le nombre d'infirmières ou d'aides-soignantes que j'ai croisées et qui ont préféré changer de métier, pas parce qu'elles ne l'aiment plus mais simplement parce qu'on ne leur permet plus de l'exercer dans des conditions dignes de ce nom. Et je ne peux pas m'empêcher de penser que tout cela arrange bien les affaires des différents gouvernements : le manque de personnel offre une excuse toute trouvée pour continuer de démanteler l'hôpital public en toute impunité. Leurs amis grands patrons des filières de structures de santé privées ne pourront que les en remercier.

Pourquoi la CNT et pas un autre syndicat ?

Séverine : J'ai découvert la CNT lors d'une manif contre la réforme des retraites. Je connaissais des personnes membres de la CNT. Je les ai rejoints très rapidement. C'est le côté autogestionnaire qui m'a

vraiment plu. Ensemble, nous luttons, ensemble nous décidons, ensemble nous gagnons. Je pense qu'à la CNT la base a conservé tous les pouvoirs, contrairement à d'autres syndicats.

Pourquoi vous lancer maintenant ?

Séverine : J'ai trouvé après mon adhésion un collègue avec lequel on partageait vraiment la même motivation et le même ras-le-bol d'entendre se plaindre les agents chacun·e de leur côté. Malheureusement dans notre hôpital les autres syndicats CGT, CFDT ne sont pas très actifs, ce qui ne permet pas à la colère des soignant·es de s'exprimer. Ce n'est pas dans les habitudes du personnel soignant de manifester son ras-le-bol, et le fait de faire partie des agents réquisitionnables n'aide pas non plus.

On s'est dit qu'il fallait créer cette section pour permettre à toutes ces personnes de pouvoir faire entendre leur voix, faire avancer les choses et ne plus regarder mourir l'hôpital public sans rien dire. Sa disparition marquerait le début de la santé privée, donc hors de prix pour la plupart des citoyen·nes. On n'aurait alors plus que nos yeux pour pleurer sur

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001
Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié
PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou·tes !

l'hôpital public qu'on aurait laissé disparaître...

Nous ne laisserons pas les dirigeants gérer les patient-es comme une marchandise. Mais tout cela peut changer, on l'a bien vu avec la crise sanitaire. Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin.

Combien êtes-vous dans votre section ?

Jean-Luc : Il faut préciser ce que représente une adhésion à la CNT. Il ne s'agit pas d'une adhésion à un syndicalisme de services. Nous refusons la professionnalisation et prônons l'autogestion. C'est avant tout un syndicalisme de combat. À la CNT, chaque adhérent-e est encouragé à devenir militant-e. C'est un positionnement exigeant qui fait que nos effectifs ne peuvent pas être comparés à ceux des grandes centrales majoritaires, en nombre de cotisant-es. Être syndiqué-e à la CNT implique de s'investir dans la gestion de la section et de participer autant que faire se peut aux actions initiées par le syndicat (rassemblements, grèves, manifestations...). Chaque camarade souhaitant nous rejoindre est informé-e de ces conditions d'adhésion qui vont de pair avec une nécessaire prise de conscience émancipatrice.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour la création de la section ?

Marie : Le 3 juillet 2020, nous avons informé la direction du CHAM, Centre hospitalier Albertville-Moutiers, de la création de notre section syndicale, accompagné d'une demande de panneaux syndicaux. Le 13 juillet, on a reçu un courrier de réponse prenant en compte notre déclaration et la demande de panneaux. Pas de demande d'infos concernant notre syndicat, notamment sur la représentativité. Ne voyant rien venir pendant des semaines, nous avons renvoyé un autre courrier demandant les raisons de ce retard et vu le temps que



On ne laissera pas nos dirigeants gérer les soignant-es comme des marchandises.

mettait les panneaux à arriver, on a fait la demande d'un bureau, qu'on prévoyait de faire ultérieurement. La DRH nous a confirmé la commande des panneaux, enregistré celle du bureau, le problème n'étant pas une obstruction de leur part mais des problèmes venant de l'entreprise qui les fournit (grandes vacances, plus covid). Les panneaux sont arrivés et ont été posés début décembre.

Quelles sont les premières tâches à l'ordre du jour ?

Séverine : Pour suivre le fonctionnement de la CNT pour qui chacun-e de ses membres est essentiel-le, c'est-à-dire pour avoir l'avis de tout le monde afin d'être au plus proche de la réalité du terrain, nous allons faire un tour de tous les services du centre hospitalier afin de nous présenter, ainsi que notre syndicat, et surtout demander de nous faire remonter les difficultés qu'ils et elles rencontrent, les améliorations qui pourraient être apportées... Nous organiserons rapidement une RIS (réunion d'information syndicale) pour définir ensemble les actions à envisager.

Avez-vous des inquiétudes ?

Séverine : Pas vraiment... Nous avançons doucement mais sûrement. Au vu de ce que vivent les soignant-es depuis un an maintenant, je pense qu'il est temps pour nous tou-tes de dénoncer l'état dans lequel se trouve

l'hôpital public. Le secteur de la santé et du social est à l'agonie.

Quel avenir vous vous imaginez ?

Séverine : On espère être entendu dans les différents services et ainsi accueillir de nouveaux membres pour échanger et réfléchir ensemble. La suite, nous l'écrivons ensemble, jour après jour et combat après combat.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis de la CNT et des autres sections nationales ?

Séverine : Dans un premier temps, nous aimerions que la création de notre section donne envie à d'autres agents de se lancer, qu'ils soient personnels de santé, ASH, médecins, cadres, cuisiniers, lingères, brancardiers, coursiers, techniciens, agents administratifs ou autres, tou-tes nous avons vu nos conditions de travail se dégrader. N'oublions pas que des agents qui travaillent dans de mauvaises conditions, c'est avant tout des patients moins bien pris en charge.

Dans un second temps, nous comptons sur l'expérience des différentes sections nationales pour nous aiguiller sur des recherches, répondre à certaines de nos questions plus spécifiques aux droits des agents de la fonction publique. Sans l'aide du syndicat interprofessionnel de notre département, nous ne serions pas là. Un grand merci à eux d'ailleurs. ●

Recueilli par Maria, CNT 31

Une quasi autogestion en temps de crise

Alors, cette crise, vue de l'intérieur ? Suite de la discussion avec les cénétistes du Centre hospitalier Albertville-Moutiers.

Est-ce que l'hôpital s'est mobilisé avant le covid pour la défense du service public ?

Séverine : Très peu, trop peu. N'oublions pas que nous faisons partie des agents réquisitionnables donc forcément, ça n'aide pas pour les mobilisations. Nous nous inscrivons comme grévistes, mais nous sommes assigné-es ce qui signifie que nous sommes en grève sur le papier uniquement. Les urgences ont fait des grèves très longues, mais quel impact peut avoir une grève où les personnes font leur travail ? Aucun. Mais nous avons tout-es pu remarquer depuis le début de la crise covid que nous pouvons nous mobiliser.

Estimez-vous que l'État a bien géré cette crise ?

Séverine : Non ! L'hôpital était déjà à l'agonie avant, donc on a foncé droit dans le mur avec la crise. Manque de matériel, manque d'infos sur le virus ou infos qui changent tous les deux jours, décisions prises trop tard. Et le pire de tout, c'est qu'entre les deux premières vagues, rien n'a changé. Pas plus de lits de réanimation, pas plus d'infos fiables, pas plus de décisions intelligentes et rapides. Seul changement, le manque de matériel s'est moins fait sentir à la seconde vague.

Devait-on vraiment imposer des demi-mesures à toute la population plutôt que de tout miser pour protéger les personnes à risques ?

Jean-Luc : Lors du premier confinement, les personnels du service public ont sauvé le pays d'un désastre

sanitaire, social et politique. Loin des décideurs incompetents, d'une bureaucratie de la santé aveuglée par les lunettes de la rentabilité, d'une hiérarchie acquise aux valeurs du néolibéralisme, les personnels eux-mêmes et eux seuls ont su trouver les trésors d'organisation, d'inventivité, d'abnégation, pour continuer coûte que coûte à assurer l'essentiel. C'est finalement l'autogestion par les travailleuses eux-mêmes qui aura permis au service public hospitalier

Quelles ont été les répercussions pour vous ?

Séverine : Des conditions de travail lamentables pour la première vague. Imaginez qu'on vous envoie sur le site d'un incident nucléaire avec pour seule protection une écharpe et un bonnet. Ça donne le sentiment qu'on eu les soignants. Sans compter le stress et l'angoisse de ne pas savoir où on allait. Beaucoup de colère est remontée à la surface avec cette crise,



Manif de soignants à Chambéry

de garder la tête hors de l'eau et à la société de ne pas sombrer. C'est un modèle à méditer pour la suite.

Depuis février, nous avons moins de manque au niveau protection covid et il a été plus facile de se faire dépister, patientes ou soignant-es. Sinon c'est toujours pareil : on est dans le flou constant.

et elle est toujours présente.

Personnellement, je travaille en gériatrie (auprès des personnes âgées) et durant la seconde vague nous avons perdu beaucoup de patients. C'était horrible ! De plus, nous ne pouvions pas nous en occuper comme à l'habitude. Forcément, quand on doit s'harnacher comme des soldats qui



Solidarité infirmière

vont à la guerre pour rentrer dans une chambre voir un patient, on ne peut pas y passer régulièrement pour un petit coucou ou un petit geste rassurant. Car dans les services non spécifiques covid comme le nôtre, tous les patients ne sont pas atteints, donc nous devons enlever l'équipement dès que nous sortons des chambres des patients atteints. Ce qui n'empêche pas que nous avons été exposé-es également.

N'oublions pas également que pendant ce temps tous ces mêmes patient-es sont privé-es de la visite de leurs proches, ce que nous pouvons comprendre mais qui n'est pas facile à accepter. Les soignant-es sont aujourd'hui dans un état de fatigue physique et psychologique extrême.

Comptez-vous vous mobiliser cette année aussi ?

Séverine : Personnellement oui ! Et j'espère que nous serons plus nombreux-ses encore que pendant la crise covid. Dans un premier temps, j'aimerais dire merci aux gens qui nous ont applaudi tous les soirs. Ça nous a touché-es. Mais surtout dire à tous ces gens, ces usagers de l'hôpital public, que le soutien le plus utile, c'est de se joindre à nous pour nos manifestations. Sans eux, nous ne se-

rons jamais assez nombreux-ses pour nous faire entendre, n'ayant pas les mêmes conditions de grève et étant contraint-es de travailler les jours de grève. Les conditions de travail des soignant-es sont intimement liées aux conditions de prise en charge des patient-es.

Les raisons ne manquent pas : manque de lits, manque de personnel, fermetures d'hôpitaux, tarification à l'acte, salaires trop bas, etc.

Forcément, pour avoir du personnel, il faudrait déjà que les salaires et les conditions de travail s'améliorent.

Comme on le dit sur nos banderoles pour les grèves des urgences : « *Ce n'est pas parce que nous sommes en grève que vous attendez, mais parce que vous attendez que nous sommes en grève.* »

Quelles sont vos conditions de travail actuelles ?

Séverine : Comme depuis des années maintenant, les conditions de travail des soignant-es se dégradent. De plus en plus craquent et quittent le métier. Nous sommes de moins en moins à y croire encore et à se dire que cela peut changer. Mais on ne lâchera rien ! Il faut que les agents hospitaliers de tous métiers descendent dans la rue pour crier leur ras le bol !

Quels changements espérez-vous dans les mois à venir ?

Séverine : Aucun. Je n'attends absolument rien de ce gouvernement ! Après leur mascarade du Ségur, on a bien compris qu'ils ne feraient rien. N'oublions pas qu'ils ont continué à fermer des lits d'hôpitaux entre les deux premières vagues. Si on veut que ça change, c'est ensemble, soignant-es et patient-es, qu'il faut descendre dans les rues.

Vous vous sentez soutenu-es par les patient-es et vos proches ?

Séverine : Oui bien sûr ! Les patient-es sont la motivation essentielle qui nous permet d'avancer et de tenir. C'est pour eux que nous sommes soignant-es, c'est pour eux et leur prise en charge que nous voulons que ça s'améliore. Sinon, on a juste à jeter notre tablier et faire un autre métier. C'est les patient-es qui font de notre métier un des plus beaux du monde. Quant à nos proches, sans eux pour nous soutenir en rentrant à la maison, nous ne tiendrions pas... Et c'est valable tout le temps, pas uniquement depuis la crise sanitaire. ●

Recueillis par Maria, CNT 31.

L'école à cran

Sous effectifs, manque de reconnaissance : les personnels en ont marre.



Ras-le-bol. Depuis la rentrée de septembre, les travailleuses de l'éduc font face au mépris de la hiérarchie, à la colère, à l'épuisement. Nous nous évertuons depuis des mois de mettre en œuvre des protocoles, aujourd'hui « renforcés », mais sans moyen, afin de protéger notre santé, celle des élèves et de leurs proches. Établissements, personnels, équipes, enfants sont au bord de l'implosion. L'urgence c'est de trouver du temps en commun, des moyens, non pas dans une énième salve d'évaluation en maternelle ou en CP, un énième changement du bac, une nouvelle offensive contre les réseaux d'éducation prioritaire.

Le manque de remplaçant·es dans les équipes enseignantes ou d'animation, ATE, AESH, AED*, s'ajoute au manque de personnel existant et pèse sur tout le monde.

■ Pas de renfort, pas de réconfort

Le désarroi, l'anxiété des élèves s'ajoutent aux effets du confinement, au plan scolaire, social. Le té-

létravail ne peut y répondre. Il faut des moyens, du temps, pour rétablir un cadre de travail serein, pouvoir échanger en petits groupes, utiliser les outils du théâtre, des arts visuels, aménager le temps scolaire, périscolaire, celui des personnels, travailler avec des Rased complets. À situation exceptionnelle, moyens exceptionnels, en fait normaux...

Après l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, Blanquer l'a joué grand défenseur des libertés mais dans les faits, la liberté pédagogique est régulièrement attaquée. Il veut faire de nous de simples exécutant·es de méthodes imposées du haut de son ministère. La loi sur « l'école de la confiance », c'est taisez-vous ! Et la répression policière, administrative, face aux mobilisations lycéennes et des profs. Seules réponses de Macron et sa clique face à notre désarroi et notre colère, à l'image de la loi Sécurité globale. Ne les laissons plus faire. ●

STE 75

* ATE : Attaché·e temporaire d'éducation. AESH : Accompagnant·e d'élève en situation de handicap. AED : Assistant·e d'éducation.

Ce qu'on veut, ce qu'il faut

- **Pour les personnels et élèves :** vaccination non obligatoire pour les personnels, mise à disposition de masques et blouses (au moins 2/jour), matériel de désinfection suffisant dans les salles, masques jetables de taille adaptée pour les élèves, personnel suffisant pour gérer les contaminations et cas contacts dans le respect du secret médical.

- **Pour faire fonctionner les écoles :** masques transparents et produits nettoyants pour tous les personnels intervenant auprès des élèves. Autorisation dans les établissements des réunions d'enseignant·es, des conseils d'école en respectant les gestes barrière. Recrutement d'enseignant·es sur les listes complémentaires d'admis·es aux concours, embauches dans toutes les catégories nécessaires, agents d'entretien, AED, AESH, médecins, infirmier·es, assistant·es sociales. Rased, médecine scolaire, travail social maintenus, renforcés. Temps banalisé régulier pour préparer en équipe (enseignante, périscolaire, ATE, AESH, AED,...) l'accueil des élèves à chaque nouvelle annonce de protocole. Retour de la semaine de quatre jours pour limiter les déplacements, les risques. Réorganisation, augmentation des locaux accueillant des enfants, sans plus de bitume ni d'urbanisation.

- **Pour reconnaître la charge de travail :** augmenter tous les salaires, quel que soit le statut. Matériel informatique, logiciels, frais de connexion pris en charge par l'employeur. Travail à distance volontaire, sans injonction. Maintien du lien avec les élèves mais sans consommation exponentielle d'écran.

Je soutiens la CHORALE REVOLUTIONNAIRE



La flicaille fait casquer les choristes

Faire chœur, chanter en public ? Flics et juges veulent imposer silence.

C'est la suite du combat pour le droit de manifester, de revendiquer, de chanter à pleins poumons. Le 5 janvier, pour débiter l'année en fanfare, la Chorale révolutionnaire de Metz a organisé un rassemblement pour soutenir sept de ses choristes passant au tribunal de Metz

timbank), venaient de toute la Lorraine et ne se connaissaient pas. Ils et elles ont eu une petite semaine pour s'exercer chacun-e chez soi, pour se retrouver et faire chœur le jour J. Le résultat était magique. Les trois chorales réunies ont fait trembler les vitres du tribunal tout l'après-midi. Tout le monde se bat pour la culture, la culture se bat pour tout le monde

terdisant toute manifestation dans le département. D'où autant de PV pour « participation à une manifestation interdite », soit 135 € d'amende. La manifestation n'était pas interdite, puisque c'était une répétition publique.

■ En droit de contester

Treize choristes ont refusé leur contravention et l'ont donc contesté en droit. Ce 5 janvier, leurs avocats ont pu effectuer leur plaidoirie, se basant sur les ordonnances du Conseil d'État du 13 juin 2020 et du 6 juillet 2020 qui renvoyaient l'État dans les cordes dans ses désirs d'interdire les manifestations sur la voie publique. Sans oublier la violation de l'art. 11 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme : « Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association ».

■ Manifester : une liberté fondamentale

Au sortir du tribunal, les sept choristes ont été accueillies par une deuxième ovation musicale. Le délibéré du jugement tombera le 2 février prochain, date à laquelle d'autres choristes sont convoqué-es pour la même affaire, ainsi que des militantes du collectif États généraux des migrations, également convoqué-es pour le rassemblement devant le CRA de Metz à l'occasion de l'acte 1 des Marches de Solidarités, le 30 mai 2019.

On lâche wallou.

UD CNT 57 et CNT SEST Lorraine, parties prenantes des deux collectifs.

pour contester des amendes reçues le 23 mai 2020.

Au son de HK et les Saltimbanks, de la Chorale des Sans Nom de Nancy et la chorale Les mauvais jours finiront de Verdun, 200 personnes n'ont rien lâché devant le tribunal. Ce moment a permis de sortir de la morosité de la lutte sociale actuelle, noyée dans les mesures sanitaires et restrictions de toutes parts, et aussi d'appeler à la prochaine manif unitaire contre la Sécurité globale du 16 janvier.

■ La convergence des chœurs

Les musicien-nés locaux, qui ont accompagné Kaddour (HK le sal-

Pour rappel, lors d'un rendez-vous en soutien au service public en mai dernier, une répétition de la Chorale révolutionnaire s'était répartie en trois groupes de moins de dix personnes masquées, altos d'un côté, sopranos de l'autre, le tout sur une grande place de la ville. Il et elles étaient 19 : un groupe de 7, un groupe de 8, et un groupe de 4. « Il y avait 100 m entre chaque groupe, et dans chaque groupe il y avait 1,5 m entre nous. On respectait parfaitement les règles », explique un de ces dangereux délinquants. Des gestes barrière conformes, même pas des gestes barricade. Les pancartes revendicatives servaient de décor pour se mettre en voix. Pour une chorale révolutionnaire, c'est le minimum. La police est arrivée et a relevé les identités de tout le monde, avec sous le bras un arrêté préfectoral de la veille in-



La prime, à quoi ça rime ?

Quand on est smicarde de l'aide à domicile, qu'est-ce qui prime ?



Après avoir été oublié-es des communiqués guerriers et des applaudissements du 20h, les salariées de l'aide à domicile de Saône-et-Loire travaillant lors du premier confinement ont obtenu, avec la paie de novembre, une prime de 1000 euros pour un temps plein (151,67 h). Pour les temps partiels imposés qui représentent l'immense majorité du personnel d'intervention, la prime est au prorata de leur contrat. Les salariées en télétravail et secrétaires bénéficient aussi de cette prime. N'en bénéficient pas les salariées en maladie ou en garde d'enfants, les écoles étant alors fermées. Cette prime est versée pour moitié par le Conseil départemental et moitié par l'État. Aucun versement de la part des associations employeurs type ADMR.

Pendant le confinement, les salariées assuraient quotidiennement les tâches de l'aide à domicile, lever, repas, toilettes, ménages, courses, coucher des personnes âgées ou fragilisées. Le 20 avril 2020, la CNT santé social 71 a initié un courrier et une pétition (plusieurs centaines de signatures) adressée au président du Conseil départemental, ce qui a peut-être aidé au versement de cette prime.

Cette prime ponctuelle ne résout pourtant pas le problème des salaires, scandaleusement bas dans cette profession. Selon la convention collec-

tive de la branche de l'aide à domicile qui regroupe 230 000 salariées par les associations, pour dépasser le Smic (10,15 euros de l'heure brut en 2020), il faut plus de dix ans d'ancienneté à une salariée de catégorie A, la plus basse et la plus nombreuse, car ne nécessitant pas de diplômes pour être immédiatement opérationnelle sur le terrain. Les salariées en dessous du Smic touchent une prime différentielle qui met le salaire au niveau du Smic.

Présentée comme une augmentation salariale, une augmentation de la valeur du point d'indice en 2020, signée par les assos patronales (ADMR, UNA, etc.) et la CFDT, a amené le salaire de début brut à 9,79 euros, bien en dessous du Smic.

Comment la CFDT, syndicat dit représentatif mais sans aucune élection nationale dans cette branche, a-t-il pu signer cet accord ? Parce que les salariées, à 95% des femmes, de l'aide à domicile ne prennent pas conscience de leur exploitation et ne participent pas aux luttes d'émancipation sociale, grèves, manifs. Elles ne se rendent pas compte de la précarité de leur condition, aggravée par ces salaires de misère. Et ne comprennent pas que le fait de se croiser les bras seulement une demi-journée leur donnerait un important rapport de force face à leurs employeurs. ●

Brigitte,

DP CSE et DS ADMR Cuisery-Montpont.

Rentabilité sous presse

La presse comprime, et imprime les synonymes à rentabilité.

Le SIPMCS soutient les salariés du groupe *L'Équipe* en grève à partir du 8 janvier avec leurs syndicats. Après avoir repoussé en juin un opportuniste accord de « performance collective » qui voulait sabrer dans les salaires et les RTT, ils et elles sont maintenant confrontés à un plan cynique de « sauvegarde de l'emploi » qui se traduirait par plus de cent licenciements, sans négociation possible.

À l'œuvre derrière ces plans toujours « stratégiques », des directions et des actionnaires qui n'ont que le mot rentabilité à la bouche, avec ses synonymes : surcharge de travail pour celles et ceux qui restent, et Pôle emploi pour ceux qui auront été licenciés. Alors que la presse et les médias ont surtout besoin d'investissements, les centaines de millions d'euros du plan de « soutien à la filière presse » lancé par l'État permettent en réalité aux patrons de préserver leurs marges en toute impunité, et aux actionnaires de maintenir leurs dividendes futurs. Sur le dos des salariés et des contribuables.

Nous travailleur-euses de la presse et des médias, ne nous laisserons pas piétiner sans réagir, et la grève très suivie à *L'Équipe* en est un exemple. Il n'y a pas de combat possible sans action syndicale forte, déterminée. ●

SIPMCS

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

**Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes**

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

c/o CNT Stics 13 c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille
Administration

cs-administration@cnt-f.org

«TOUT ÇA N'EMPÊCHE PAS, NICOLAS, QU'LA COMMUNE N'EST PAS MORTE !»





Le complotisme (comme par hasard)

La mécanique pernicieuse des conpiss pollue les milieux militants. Des thèses délirantes mais pas que, et une prolifération préoccupante.

Confusionnistes, conpiss : leurs thèses fumeuses s'immiscent par bien des failles d'une époque imprégnée d'affirmations douteuses des gouvernants. On peut prendre les conpiss qui distillent le doute ou s'en abreuvent pour des illuminé-es, des barjots. Il nous paraît dangereux de ne pas les prendre un minimum au sérieux et de ne pas décortiquer la mécanique de cette poussée trouble, pour mieux contrer ces dérives. Après le 11 Septembre ou les chemtrails, leur nouveau terreau, c'est la défiance anti masques, anti-5G, anti vaccins.

Confronté-es à Nantes au CNT d'Eric Fiorile (lire ci-contre « *Rondelles vertes, pensée brune* ») nous avons pas mal discuté.

On avait commencé notre premier jet de texte en nommant ce qu'on pensait utile à la compréhension : confusionniste, populiste, complotiste, souverainiste... Beaucoup de mots en « iste », mais trop d'étiquettes, oubliant presque l'argument qui nous semble prioritaire : les combattre est un acte antifasciste. Et ça simplifie un peu les choses, plutôt que de tenter de répondre pied à pied à une avalanche d'infos pléthoriques, parfois abracadabrantes (mais pas toujours délirantes, ou pas complètement). Pour rappel il est illusoire de vouloir raisonner un-e paranoïaque, ou un-e adepte de secte...

■ Le diabolique est dans les détails

Entrer dans leur fatras argumentaire ne sert à rien. Ou du moins, ça ne semble ni la priorité ni la bonne stratégie. C'est un combat asymétrique, fastidieux. Ayant cumulé des pseudos et parfois de vraies connaissances sur son thème de prédilection, le ou la complotiste a de fait l'ascendant. De quoi noyer ses interlocuteurs·trices d'un flot de détails

troubles, aberrants, de doutes d'une précision qui se veut accablante, présentée comme preuves irréfutables, indices d'un mensonge plus large. Le château de cartes doit s'écrouler illico. Ce qui oblige à une argumentation défensive épuisante, qui ne peut se faire qu'après coup, en prenant le temps d'aller vérifier toutes leurs assertions.

Se limiter à ressortir les éléments, les plus bouffons (du genre : « *la 5G actionnerait le virus de la malaria et le VIH.* ») les folklorise en oubliant leur caractère politique nauséabond. Ne retenir pour les décrédibiliser que les éléments les plus dingues, les plus invraisemblables, éloigne de l'essentiel : le terreau d'extrême droite vers quoi convergent les groupes organisés, entraînant les isolé-es. Il nous faut revenir à des réflexes antifa, pour contrer une culture de peurs, des solutions autoritaristes, avec toujours de l'antisémitisme ou des variantes (la franc-maçonnerie, confondue avec une secte occulte sataniste pédophile, le nom de Rothschild lâché régulièrement, accusé d'être avec d'autres, à la manœuvre du complot mondial, etc.).

Dans une période trouble traversée

COMPLOTISME PRIMAIRE



par des scénarios d'effondrements partiels (le système bancaire après la crise des subprimes, les mégafeux australiens, le covid-19...), un récit alternatif au discours officiel offre une grille de lecture du monde, certes simpliste, mais cimentée par le rejet des élites et le besoin d'être « éclairé ». Ce qui donne un petit pouvoir, une posture de rebelle qui n'est pas un gogo.

■ Isolé-es ou organisé-es

Certain-es peuvent glisser vers le complotisme avec l'illusion d'y trouver de quoi résister à un rapport de domination et se défier de l'autorité, étatique, scientifique, médiatique, médicale... En partant du constat basique que les puissants nous trompent, révélant un fossé entre leurs prétendues valeurs et leurs actes.

On peut cependant faire une différence entre les complotistes isolé-es, paumé-es, biberonné-es à des sites internet, sans la distance critique du débat politique, et celles et ceux qui sont organisé-es, avec des stratégies collectives pour ramener des adeptes



et infiltrer des mouvements et collectifs déjà formés.

Pour autant, traiter frontalement des gens de « *complotistes* » ou de « *conspirationnistes* » pour les disqualifier s'avère peu convaincant, et l'accusation est souvent retournée : ceux qui reçoivent le qualificatif désignent à leur tour comme complotistes celles et ceux qui les critiquent.

Certains coups de gueule, « *contre les lois liberticides* » instaurées avec le confinement, sont légitimes. Mais les solutions versent à l'autoritarisme : le groupuscule Conseil national de transition se focalise sur le fait de rallier à sa cause flics, gendarmes et militaires, voire chasseurs et leurs armes.

La remise en cause de certitudes, factuelles, historiques, est a priori salutaire. Le doute, la remise en question, c'est même ce qui fait avancer la pensée, la science, la recherche historique. Mais appliqué à tout et n'importe comment, ce doute mène au négationnisme de la Shoah ou du dérèglement climatique et aux idiot-*es utiles* des dictatures.

Le sujet est épineux, omniprésent. Il est temps de prendre au sérieux ces glissements et d'y opposer une réponse politique, concertée. ●

SINR44

Rondelles vertes, pensée brune

Les adeptes du Conseil national de transition, des idiots utiles d'une pensée d'extrême droite.

D' où sortent ces rondelles vert pomme, sans texte, sur les ronds points, à l'arrière de véhicules, aperçus depuis le printemps dernier ? D'un groupuscule qui s'est appelé Démosophes en 2015 et se prétend depuis le gouvernement légitime de la France Libre, autoproclamé « *Conseil national de transition* », alias CNT (ou parfois CNTF), doté d'une « *Cour suprême du peuple* » et dont le maître à penser s'appelle Eric Fiorile.

On pourrait voir ça comme un sketch outrancier, un peu ridicule, si on ne percevait pas l'obsession autoritaire et la tentation fasciste, avec ses appels répétés « *aux forces armées et aux forces de l'ordre restées fidèles à la nation et non corrompues* », en leur demandant carrément de « *sortir leurs armes pour protéger le peuple* »... Pour les attirer dans leur groupuscule, les appels agitent le sentiment de mépris que vivraient ces flics, tant par la population que par les juges. Tout le monde déteste

la police, sauf les démosophes fioriliens. Sur leur site, ils demandent en permanence aux forces de l'ordre de les rallier, avec photo d'un flic d'une compagnie d'intervention, les petits soldats de la répression la plus féroce, avec la Bac.

■ Coup d'État pschiit

Si le « *coup d'État pacifique* » prévu le 14 juillet 2015 qui devait occuper l'Élysée avec l'appui de l'armée a pitoyablement buté sur l'arrestation de 300 militants à Paris, le soutien escompté de militaires, supposés rejoindre les insurgés, a magistralement foiré. En mai 2018, Eric Fiorile annonce l'arrestation de Macron et de 4000 politiciens, et la suspension des procureurs et préfets. Motif : crime contre l'humanité en l'occurrence les 11 vaccins obligatoires pour les enfants. La vidéo solennelle tourne toujours. Des enseignants, des médecins ont reçu en décembre des tracts les accusant de complicité de génocide, carrément, pour avoir



MÊME LES CONSPIS DOUTENT



prôné le port du masque les informant qu'ils devront « *en subir les conséquences* » !

Le 6 décembre 2020, le CNT fiorilien a demandé aux chasseurs de fournir leurs fusils pour la cause : « *Chasseurs, si vous ne participez pas directement, offrez votre matériel !* ». L'appel « dernière chance » était programmé le 18 décembre, pour converger vers Paris et « *imposer notre loi des 99% sur les 1%* », avec un « *ordre de réquisition nationale de bus, autocars voitures et engins agricoles* », sous la protection de la « *NéoPol* », milice maison mixant policiers, gendarmes et militaires ralliés au groupuscule, ainsi que les adeptes s'étant proposés. Tout ça pour éviter que des prétendues brigades armées de vaccination forcent les gens à la piqûre, ou les envoient dans des « *campes de concentration* » pour les exterminer. Ni plus ni moins. Cette marche sur l'Élysée a fait long feu comme un mauvais

pétard mouillé. Fiorile a été arrêté la veille, associé à une enquête sur le groupe d'extrême-droite Les Barjols et finalement accusé de détention illégale d'une arme de poing.

■ Séduction attrape-tout

Fiorile se dit parfois « *président du peuple français* » et conseille d'aller chercher la vérité dans une « *presse libre* » d'extrême droite ou dite de « *réinformation* » : Cercle des volontaires, Réseau Voltaire, StopMensonges...

Les produits d'appel sont simplistes : défiance envers la 5G (qui pourrait activer la malaria et le VIH dont l'ADN est présent dans le coronavirus SARS-COV2), envers les masques, les tests, la vaccination (qui placerait une puce RFID dans le corps), les pesticides, les OGM, Linky, les tirs de LBD dans les yeux... Une stratégie attrape-tout qui flatte l'idée floue du « *peuple* » et la défense du Bien contre le Mal...

Mais de programme politique, rien. Zéro. Ce fatras d'idées confuses et d'affirmations décousues évoque le refus des politiciens, une fixation sur les Illuminati et les viols d'enfants (y compris par des animaux...), les chemtrails, dénonce la pédophilie et le satanisme dans les plus hautes instances, les médias et la politique noyautés par la franc-maçonnerie, la gendarmerie et la police infiltrées par des tueurs...

En 2015, on les a repérés à Nantes, tentant d'infiltrer des collectifs naissants. La même année, ces démosophes se sont fait passer pour les Anonymous appelant à leur coup d'État raté. Face à ces néfastes qui reviennent masqués, jouant à l'occasion de l'ambiguïté de leur acronyme avec la CNT anarcho-syndicaliste, et sans trop s'arrêter à leurs élucubrations invraisemblables, on doit souligner leurs tendances générales à glisser ou à s'ancrer à l'extrême droite, ce qui nous amène à leur opposer des réflexes antifascistes. ●

SINR44



Les anticonspis conservateurs

Face au hold up de la pensée, quelques ressources.

« **P** a r - d e l à
conspirationnisme
et anti-
conspirationnisme
conservateur. Une analyse
matérialiste critique des
conspirationnismes à l'ère
du coronavirus », à écouter
sur le site libertaire : [http://
sortirducapitalisme.fr/](http://sortirducapitalisme.fr/)

Durée : 1 h 10, avec Leuh Ki,
bon connaisseur de ces ques-
tions, et membre du collectif
Agitations.

Ce podcast de Sortir du capi-
talisme présente notamment une
critique de l'anti-conspira-
tionnisme conservateur, psychologi-
sant, teinté de mépris de classe
voire raciste, portée par Conspi-
racy Watch ou Pierre-André
Taguieff, tenants d'une posture
élitiste contre les prêcheurs du
mensonge

Le complotisme est certes une
première forme de politisation
par défaut, de prise de conscience
ancrée sur un sentiment d'in-
justice profond. On ne peut pas
disqualifier d'emblée ce qui reste évi-
demment une impasse intellectuelle
et dépolitise les enjeux, voire démobi-
lise : à part constater son impuissance,
pourquoi lutter contre des forces oc-
cultes omnipotentes qui nous mani-
puleraient ? À moins de suivre les so-
lutions d'extrême-droite... L'émission
fait le distinguo entre le complotisme
bourgeois, d'État (exemples : Tarnac,
le complot anarchiste mondial à la
fin du 19e...), et le complotisme des
dominé-es, différent de celui des do-
minants qui comporte souvent une di-
mension instrumentale (*Le Protocole
des sages de Sion* antisémite, forgé
par les services secrets tsaristes). Une
invention qui permet d'attribuer tous
les problèmes à une communauté so-
ciale ou ethnique autre, extérieure à
leur domination, dans une dynamique
de propagande rassembleuse contre
un ennemi commun.

Certaines critiques conservatrices
des théories du complot relèvent



d'un mépris de classe et de race.
Exemple : les complotismes en cours
dans la communauté afro-américaine,
partent de la réelle domination des
blancs, mais dérivent : le gouverne-
ment américain aurait inventé le virus
du Sida comme outil de génocide des
noirs américains, les fast foods KFC
empoisonneraient les clients majori-
tairement pauvres, donc noirs, pour
exterminer discrètement ces non
blancs. Pour les suprémacistes et les
conservateurs, suivre ces thèses re-
lève de la pathologie, ou d'un signe
d'un infériorité mentale des Africains
américains.

On doit se demander quel ima-
ginaire social et politique charrie
chaque théorie. L'empire médiatique
dominant existe bien, et on ne peut
pas nier que les capitalistes usent
de stratégies secrètes pour conqué-
rir des parts de marché et s'octroyer
un monopole. Le secret n'est pas le
complot, les décisions des dirigeants

d'une entreprise capitaliste, de trusts
ou d'oligopoles étant logiquement
hostiles à la transparence, patronat
et bourgeoisie ayant des intérêts an-
tagoniques avec la classe ouvrière et
populaire. Simple outillage des tac-
tiques de pouvoir.

« *Le conspirationnisme, danger et
impasse d'une critique sociale* », ex-
trait du n°94 de la revue Infos et Ana-
lyses Libertaires :

[http://indice.site.free.fr/PDF/Le_
conspirationnisme.html](http://indice.site.free.fr/PDF/Le_conspirationnisme.html)

Souvent associées à l'antisémi-
tisme, au racisme et la haine de
l'Autre, les théories du complot ré-
alisent une sorte de fantasme qui
permet de justifier un État fort, au-
toritaire, fasciste, en désignant des
boucs-émissaires. Historiquement,
les succès de ces théories ont tou-
jours permis l'expansion des thèses
d'extrême-droite et pourtant, ceux et
celles qui portent ce discours ne sont
pas toujours de mauvaise foi (...)

Inde

Des grévistes par centaines de millions

Le plus grand mouvement social de l'histoire ?

En Union indienne, l'an dernier, près de 200 millions de travailleurs·es se sont déjà levés contre le programme national-libéral du gouvernement de New Delhi. Dans la continuité du refus de la loi sur la citoyenneté, réservée aux seuls Hindou·es, de grandes grèves ont secoué le pays... Mouvement brutalement mis en veilleuse par l'ordre de confinement général le plus hallucinant du monde : 4h pour que des centaines de millions d'Indien·es retournent s'enfermer dans leurs villages sans salaire ni moyen.

Depuis l'automne, c'est reparti de façon plus massive encore : les journées de grève du 26 et du 27 novembre ont rassemblé 250 millions de grévistes pour des manifs et blocages. Grève générale à Delhi et dans les États du Karnataka, du Telangana, du Pendjab, du Maharashtra.

Le mouvement a été coordonné par une dizaine d'organisations syndicales, des puissantes centrales INTUC, AITUC, HMS aux organisations de moindre ampleur (toute échelle gardée, la plus petite confédération, la SEWA, Association des femmes indépendantes, a 1,7 millions d'adhérentes). Seule le BMS, syndicat proche du pouvoir extrême-droitier actuel, n'a pas appelé au mouvement.

D'immenses chaînes humaines composées de travailleurs·es des secteurs public et portuaire, particulièrement mobilisés, mais aussi de l'informatique, la banque, ont bloqué



les centres villes des principales métropoles, de Kolkata à Bangalore.

Les revendications spécifiques visent à faire face en urgence à la misère provoquée par la crise sanitaire, comme l'allocation de ressources aux plus démunis (jusqu'à 10 kg de riz par mois pour chaque travailleur mis au chômage) mais reprenaient surtout les mots d'ordre de janvier 2020 : retrait de la loi sur la citoyenneté, retrait des réformes libérales des codes du travail et du travail rural, du système des retraites. Si le mouvement social urbain a reflué, les paysan·es poursuivent le combat : des centaines de milliers de travailleur·ses agricoles campent en plein hiver aux portes de Delhi et d'autres centres urbains. Refusant de partir tant que persistera le programme gouvernemental visant à détruire des marchés réglementés, les *mandis*, garantissant des prix minimum des produits agricoles. Contre les 800 millions de travailleur·ses de la terre du pays, le gouvernement de Modi entend laisser des capitalistes comme Gautam Adani* décider des prix.

Les négociations en cours ne semblent pas aboutir : les travailleur·ses indien·es en ont gros sur la patate. Et pas sûr que l'annonce aussi subite qu'irréalisable d'un confinement total suffise à sauver la tête à Modi le facho. ●

GT Asie

* industriel milliardaire célèbre pour investir dans tout ce qui rapporte du fric, comme une mine de charbon en Australie, et niquer la planète et ceulles qui y vivent

Turquie

Istanbul : les facs en résistance

La nomination d'un président d'université proche du pouvoir met le feu aux poudres.

L'université de Boğaziçi à Istanbul est connue pour son indépendance politique et intellectuelle. En ce début janvier, ses étudiant·es protestent contre la nomination par Erdoğan de Melih Bulu, nouveau recteur proche du parti du pouvoir. Dès le premier jour, des violences policières massives ont eu lieu sur le campus, suivies de perquisitions, et d'arrestations de plusieurs dizaines d'étudiant·es.

Mais d'autres universités rejoignent et soutiennent cette résistance. Tout en rappelant « *l'esprit de résistance du 14 juillet* » dans la prison de Diyarbakir*, les associations JXK (Association des femmes étudiantes du Kurdistan) et YXK (Association des étudiants du Kurdistan) sont solidaires de cette lutte à Istanbul, les universités étant « *des lieux de la pensée libre, mais aussi des lieux où les graines de la révolution sont semées. Comme celle de 68 menée principalement par les étudiant·es. Aujourd'hui, leur rôle, leur mission sont par conséquent importants contre le système oppressif de l'État. Le système fasciste d'Erdoğan tente de détruire l'autonomie de l'université, la réponse de la jeunesse c'est la résistance !* » ●

GT Asi

* Grève de la faim mortelle de quatre prisonniers politiques du PKK débutée le 14 juillet 1982, depuis célébrés comme les « martyrs du 14 juillet ».

Tu l'a vue où cette grève géante ?

Des infos partout, tout le temps : l'époque des poncifs sur l'instantanéité de l'information, les humains connectés à un réseau mondialisé de nouvelles. Il y a des coins du monde où se passent des trucs dingues dans el silence assourdissant de nos réseaux. On est globalement complètement passé à côté du plus grand mouvement social de l'histoire en terme de nombre de grévistes mobilisé·es.

Pologne

Les zadistes dans un froid de loups

Dans les Carpates, une Zad pour protéger une forêt



Les loups-zadistes occupent la parcelle 219 A

Zad partout ! Depuis début janvier 2021, c'est dans une forêt polonaise que des militant·es ont déclaré une Zad, baptisée NORA 219 A, Nora signifiant « *tanière de loups* », 219 A étant le numéro de la parcelle à défendre, dans une des dernières forêts vierges d'Europe sur le point d'être détruite. La faune sauvage y est nombreuse, ours, lynx, loups..., mais elle n'est toujours pas classée comme protégée. De nombreuses espèces d'animaux, de plantes, sont déjà menacées chaque année par deux sociétés locales d'exploitation forestière.

En 2021, l'exploitation s'intensifie, visant à déboiser 30% de cette forêt. Les zadistes dénoncent une exploitation désastreuse pour l'environnement proche. Ce territoire de moyenne montagne est encore composé par endroits de zones très peu polluées ou poussent hêtres, sapins, érables, en dehors de toute interaction humaine. Économiquement, ce projet n'est même pas rentable. Les

entreprises de « gestion » forestière ont reçu 30 M€ d'aides depuis 8 ans pour combler leur déficit.

Malgré de nombreuses manif et pétitions, l'exploitation se poursuit. Mais le 3 janvier 2021, des militant·es ont décidé de braver le froid glacial de l'hiver polonais pour créer une Zad. Les conditions sont rudes mais le combat est juste. Ils et elles nous invitent à les rejoindre, à leur envoyer du soutien.

L'adresse est 49.12642° N, 22.71411° E, à 2km en ligne droite du parc à bisons *Pokazowa zagroda żubrów w Muczmem*. Pour les suivre, mail nora219a@blackblogs.org ; Twitter : [@nora219a](https://twitter.com/nora219a) ; Instagram : [kolektyw.wilczyce](https://www.instagram.com/kolektyw.wilczyce).

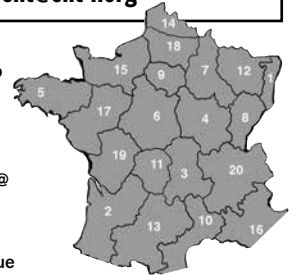
On peut aussi les rejoindre directement, en se faisant indiquer les transports publics possibles. ●

GT Europe

Sources : <https://renverse.co/infos-d-ailleurs/>, puis article « Nora 219 : une ZAD pour protéger la forêt et ses habitant·es ».

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Franche Comté

Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21
6b rue Musette
21000 Dijon
http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats
CNT Doubs
c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris 01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Manche

Syndicat CNT Manche
cntmanche@cnt-f.org
[facebook.com/cnmanche](https://www.facebook.com/cnmanche)

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
bâbords 61, rue Consolat
13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon

Deux portes bloquent le géant Amazon

Grèves et blocages à la mi décembre, dans le grand rush des commandes.



Le 15 décembre 2020, une manif a bloqué l'entrepôt WRO2 près de Wrocław, organisée par la campagne Faisons payer Amazon !

Ce matin-là, les dirigeants d'Amazon ont découvert le véritable pouvoir de la « main-d'œuvre bon marché ». Deux heures et demie de blocus ont rassemblé 110 personnes à deux portes de l'entrepôt de Basse-Silésie paralysant l'activité du géant de la logistique en pleine période de pointe des commandes. Amazon avait étendu le travail à 11 heures, par quarts de jour et de nuit. Mais raté pour les records de traitement des marchandises, des gens ordinaires ont prouvé à quel point il est facile de perturber le processus logistique d'un mastodonte mondial. Les syndicats IP, *Inicjatywa Pracownicza* (Initiative ouvrière) d'Amazon ont soutenu pleinement le bloc *Make Amazon Pay* et continueront de se battre à l'intérieur de l'usine.

L'initiative des employés d'Amazon et de *Make Amazon Pay* a forcé le conseil d'administration à accorder des entretiens immédiats.

En cette année de crise sociale dans le monde, Amazon a doublé ses bénéfices, sur la base d'un modèle de gestion fortement anti-salarié-e. Les

rythmes de travail dans les entrepôts dépassent la norme de dépense énergétique établie pour la Pologne. Même au plus fort de la pandémie, l'entreprise applique des contrats d'agence, prolongés toutes les deux semaines ou tous les deux mois. Ce

CDD jusqu'à 33 mois pour soumettre les employé-es par l'instabilité de l'emploi.

Malgré les énormes bénéfices d'un tel modèle en Pologne, Amazon ne partage pas équitablement ses bénéfices



qui oblige les employé-es à ignorer et à cacher les maladies, les agences n'accordant pas de contrats aux malades. Amazon réalise des bénéfices exorbitants grâce aux autorités polonaises successives qui leur ont donné le feu vert. Les patrons polonais peuvent librement et légalement prolonger les contrats temporaires jusqu'à un an et demi et utiliser des

profits avec son personnel, transfère les fruits de son travail aux riches actionnaires occidentaux, octroyant aux salarié-es d'Europe centrale les primes les plus basses. Nous en avons assez. Amazon doit payer pour l'exploitation ! ●

GT Europe pour la traduction

Source : syndicat *Inicjatywa Pracownicza* : www.ozzip.pl/

Rojava

En guerre contre l'armée turque renforcée par les vaincus de Daesh

Tekoşîna Anarşîst : des anarchistes dans l'expérience révolutionnaire du Rojava.

Il y a un an, avec la bénédiction de Trump, les forces turques ont envahi le Rojava, cherchant à pétrer un nettoyage ethnique, commettant des exécutions sommaires, déplaçant des centaines de milliers de personnes. Depuis 2012, tout en luttant contre Daesh (ou Isis, pour *Islamic State in Irak and Syria*), la région autonome du Rojava a accueilli une expérience multiethnique sur l'autodétermination et l'autonomie des femmes. Les anarchistes ont participé à la résistance à l'invasion turque, certain-es comme combattant-es et médecins sur le terrain en Syrie, d'autres dans le cadre d'une campagne de solidarité internationale. À ce jour, les forces turques continuent d'occuper une partie du territoire syrien, sans parvenir à conquérir toute la région.

Les anarchistes du monde entier ont participé à l'expérience du Rojava pendant de nombreuses années, en rejoignant les YPJ et YPG (« *Unités de protection du peuple* »), fin 2014 lors de la défense de Kobanê contre Daesh. Ils et elles forment ensuite leurs propres organisations, notamment les Forces de guérilla populaires révolutionnaires internationales (IRPGF) et, depuis l'automne 2017, Tekoşîna Anarşîst (TA, « *Lutte anarchiste* »). Dans l'entretien détaillé qui suit, plusieurs participant-es de TA comparent leurs expériences de lutte contre Daesh, contre la Turquie, explorent ce qui s'est passé en Syrie depuis l'invasion, évaluent l'efficacité des interventions anarchistes au Rojava et discutent de ce que d'autres dans le monde peuvent apprendre des luttes dans la région.

Ce document historique important



Tekoşîna Anarşîst

s'appuie sur plusieurs années d'expérience et de réflexion. Pour les anarchistes qui s'opposent à toute forme de hiérarchie et de force coercitive centralisée, l'établissement d'organisations d'autodéfense armées pose de nombreuses questions épineuses. Sans y répondre de manière concluante, cet entretien éclaire toute discussion sur ces questions.

Que s'est-il passé depuis que la Turquie a attaqué le Rojava en octobre 2019 ?

Garzan : Depuis cette invasion, le Rojava a connu la plus longue période sans combat actif sur la ligne de front que nous ayons connue. Il y a toujours des opérations contre les cellules dormantes d'Isis à Deir Ezzor et des attaques occasionnelles de l'armée turque sur les lignes de front à Ain Issa, Manbij et Til Temir, mais les SDF [« *Syrian Democratic Forces* », structure qui chapeaute les forces militaires défendant l'autonomie de la Syrie du Nord-Est] prennent ce temps pour préparer la prochaine grande attaque turque. Les académies militaires forment de nouvelles forces; les villes proches des lignes de front préparent leurs systèmes de défense, creusent des tunnels, créent d'autres infrastructures pour l'auto-

défense. Les corps diplomatiques de l'auto-administration travaillent à la conclusion d'accords avec différentes forces à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, poussant à des solutions politiques. Cette révolution cherche la paix, mais sait que nous devons être prêt-es pour la guerre.

Mazlum : L'incursion militaire de la Turquie et de ses mandataires dans le nord-est de la Syrie est un processus qui se poursuit jusqu'à ce jour. L'attaque de cette région comprend toutes les bombes et les roquettes larguées sur les maisons des gens, toutes les récoltes brûlées, toutes les personnes tuées, y compris nos camarades et d'innombrables enfants, chaque balle tirée sur cette terre, chaque maison perdue, toutes les personnes qui sont maintenant réfugiées dans leur propre pays. Mais tout cela n'est qu'une partie de ce qui se passe. L'État turc mène également une guerre spécialisée dans les domaines de l'information et la propagande, du renseignement, de l'espionnage. Il restreint la liberté des femmes, bloque l'accès à l'eau et à d'autres ressources essentielles, efface la culture, sabote l'économie et mine l'écologie. Après avoir capturé Serêkaniye en 2020, la Turquie a transformé le cimetière des FDS de la



Le badge YPG et le badge antifa sur la manche

ville - où les personnes tuées en combattant Daesh sont enterrées - en base militaire pour les factions djihadistes du SNA. Cela illustre la manière dont cette guerre est menée.

Depuis le début de l'invasion en 2018 à Afrin, et la prise de Serêkaniye en 2019, l'invasion n'a jamais cessé. C'est une guerre de faible intensité avec une tension constante mais des affrontements rares. Les principaux mouvements se déroulent à un autre niveau, fixant les conditions géopolitiques de la région et préparant la voie à la prochaine offensive militaire.

Botan : Il y a également eu des problèmes avec les prisonniers de Daesh - émeutes et évasions de prison. L'auto-administration ne reçoit que peu ou pas de soutien pour le traitement judiciaire de ces Daesh capturés, et continue à supporter la pression de les loger, tout en préparant la défense contre une nouvelle agression turque. La Turquie a également pris pour cible les révolutionnaires lors de frappes de drones sur des zones civiles - par exemple, le meurtre de trois femmes de Kongra Star à Kobanê en juin.

En quoi l'invasion turque et le Covid-19 ont affecté la vie des habitants de Rojava ?

Garzan : La première vague en mars a infecté moins de 50 personnes, en partie grâce à la réponse préventive rapide de l'auto-administration, et en partie à cause de l'embargo et du blocus qui rendent très difficile les déplacements. Malheureusement en septembre, une deuxième vague est partie de l'aéroport de Qamişlo contrôlé par l'État syrien, se répandant dans les principales villes du nord-est

de la Syrie. À l'heure actuelle, nous avons environ 1 800 cas détectés et 70 décès, mais faute d'installations médicales pour les tests, il se peut que les chiffres soient plus élevés. Au début, l'auto-administration prenait des mesures préventives, interdisant les déplacements entre les villes, encourageant l'usage de masques. Il y avait également un couvre-feu pour les magasins et autres lieux publics, à l'exception des magasins d'alimentation et des pharmacies, autorisés à n'ouvrir que quelques heures le matin. En général, les gens se sont plus souciés du virus lors de cette deuxième vague, mais après des années de guerre, il est difficile à la population de prendre au sérieux une menace invisible, et les mesures de distanciation sociale sont difficiles à suivre dans une société si fortement basée sur la communauté et le partage de la vie en commun.

En quoi le combat contre Isis diffère de celui contre l'armée turque ?

Garzan : Le plus évident, c'est la technologie militaire de l'ennemi. Isis se battait avec des fusils et de la petite artillerie, des voitures piégées, des attentats suicides et des engins explosifs improvisés de bonne facture. L'État turc se bat avec des milices de substitution, des chars, un soutien aérien de drones et d'avions de guerre. Cependant, peu de soldats turcs sont en première ligne ; sur le terrain, l'ennemi est le même qu'avant. Ça été largement documenté : les combattants d'Isis ont rangé les drapeaux noirs de l'État islamique pour le drapeau rouge de l'État turc, bénéficiant du soutien aérien d'une armée impliquée dans l'Otan. Cela

nous a obligés à changer notre façon de nous déplacer, de défendre à la fois les forces militaires et les civils. Les lignes de front ne sont plus les tranchées où le YPJ/G s'est formé, ni les déserts que les FDS ont libérés d'Isis. Maintenant, la ligne de front est partout où les avions et les drones turcs peuvent voler.

Politiquement, c'est aussi un grand défi. En combattant Isis, tout le monde a compris que c'était un combat pour l'humanité tout entière, pour arrêter une forme de fascisme théocratique qui utilisait la torture et les exécutions brutales comme propagande. Maintenant que l'État turc poursuit ce qu'Isis n'a pas pu réaliser, les défis sont bien plus grands. La force militaire, la technologie de l'État turc sont beaucoup plus avancées que celles de l'État islamique. Et leur guerre politique et médiatique est plus forte, ce qui oblige les FDS et l'auto-administration à déployer beaucoup d'efforts dans les relations diplomatiques avec d'autres puissances pour défendre le territoire libéré. Maintenir des relations diplomatiques signifie également élaborer un récit que d'autres forces peuvent soutenir, car si l'auto-administration parle ouvertement d'un horizon révolutionnaire de confédéralisme démocratique - c'est-à-dire, surmonter les États-nations et faire tomber le capitalisme et le patriarcat - il sera facile pour Erdoğan d'obtenir le feu vert des superpuissances pour anéantir ce territoire libéré. (...) ●

La suite de cet entretien :
www.cnt-f.org/international/ puis onglet *Asie*.

Pour en savoir plus sur l'invasion turque du Rojava, lire « La menace pour Rojava » et « Pourquoi l'invasion turque est importante » (<https://fr.crimethinc.com/>). Sur le programme du gouvernement turc dans la région, lire « Les racines du fascisme turc », écrit par des anarchistes turcs.

Les USA, à l'extrême droite du monde

Police, milices, suprémacistes, fascistes sans tabou, le tableau est noir.

Le 6 janvier, l'explosion fasciste au Capitole relève comme partout où la peste brune se déchaîne, de l'austérité économique, du racisme systématique et du culte de la personnalité.

Dès sa campagne présidentielle de 2016, Trump a utilisé la Southern Strategy, tactique électorale déjà développée en 1968 par Nixon, appuyée sur le racisme des suprématistes blancs, pour faire basculer aux Républicains les États du Sud, par tradition fidèles aux Démocrates. Élargie à l'ensemble des États, cette base raciste a assuré la première victoire de Trump et lui obéit aujourd'hui pour contester sa défaite.

Ralliant l'ancienne garde de groupuscules divers, une nouvelle génération de fachos sans tabous assemble tous les fétichismes du IIIème Reich et du Sud esclavagiste. Ces milices pour la plupart armées jusqu'aux dents ont déjà donné : attaques -parfois



Trump à démolir, pierre par pierre

meurtres-ciblant syndicalistes rouges et noir-es, antifas, Afro-américain-es, exilé-es, actions extrémistes contre les centres de pouvoir fédéral (dans quasi chaque État), défense des entreprises en secondant la police lors de « l'Insurrection George Floyd ».

Le 12 janvier, célébrant devant la presse le 730e kilomètre de sa « Grande muraille » mexicaine Trump a qualifié sa destitution de « grande chasse aux sorcières ». L'autre « chasse aux sorcières » vise les 175 militaires, policiers et pompiers ayant participé à la prise d'assaut du Capitole. Selon une enquête en cours, les pass d'accès au Capitole ont été largement fournis par des élus républicains. Que fait la police ? Elle participe à l'assaut.

Globalisation, « libéralisation » de l'économie chinoise : les capitalistes américains ont délocalisé massivement pour profiter de la main-d'œuvre bon marché, sans se soucier de l'impact sur la classe ouvrière américaine et, de plus en plus, sur la classe moyenne : licenciements ; saisies de maisons par les huissiers et les sherifs, au bénéfice des banques ; loyers trop élevés, donc expulsions à gogo ; maladies non soignées en raison d'un système médical inégalitaire ; extractivisme effréné polluant

comme le Dakota Access Pipeline... La liste en longue.

Avec la pandémie en 2020, les marchés financiers se sont effondrés en trois semaines (de 1929 à 1932, il a fallu trois ans¹). L'alibi du covid a servi aux entreprises à licencier. Blackrock, la Banque mondiale et le FMI ont gavé les capitalistes avec deux « plans

de relance ». Le dernier, signé par Trump un mois après sa défaite électorale, a amputé de moitié les « allocations directes »². En mars 2020, le premier les avait fixées à 1200 \$,



Trump devant un prototype du mur antimigrant à la frontière du Mexique.

celui de décembre à seulement 600 \$.

Couplé à l'amertume de la défaite, le message de soutien grassément poujadiste de Trump a contribué à mettre le feu aux poudres.

Mais sous le règne de Biden, ce même Congrès ne modifiera rien face à l'autre mur, Wall Street. Un mur très poreux qui d'administration en administration, laisse passer les cadres de Blackrock... Un de ses sbires fut nommé par le nouveau président à la direction du Conseil national économique³.

GT Amérique

(1) Nouriel Roubini sur Realvision, 01/04/2020.
(2) USA Today, 31/12/2020.
(3) Democracy Now !, 02/12/2020.

L'urgence antifa

La question brûlante pour les antifas n'est pas de savoir comment vont réagir l'armée ou le gouvernement, mais bien sa propre capacité collective à l'autodéfense et à celle des opprimé-es, et la manière de construire un monde libertaire qui ne sera pas broyé entre le marteau fasciste et l'enclume de l'État. Parmi les voies à suivre, les zones autogérées hors contrôle policier, les actions de solidarité avec les exilé-es, les jardins populaires, les grèves de loyers, les réquisitions et occupations de bâtiments administratifs.

L'écologie attentiste



Collapsologie ou l'écologie mutilée,
Renaud Garcia,
L'Echappée, 160 p, 14 €.

Face au désastre écologique, le discours des collapsologues* a le vent en poupe. Cette analyse de l'effondrement des sociétés tire son origine de deux ouvrages : le premier, *L'Effondrement des sociétés complexes*, publié en 1988 par l'anthropologue et archéologue états-unien Joseph A. Tainter ; le second, publié en 2005 par le biologiste et géographe américain Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*. Pour Tainter, l'effondrement est consécutif à une perte d'efficacité globale d'une organisation sociopolitique complexe. Pour Jared Diamond, c'est la mauvaise gestion des ressources naturelles par les sociétés qui explique leur effondrement.

Ces travaux ont eu des échos importants dans les sciences sociales, et ont été à l'origine de l'ouvrage de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, publié en 2015, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*. Phénomène éditorial sur un sujet traitant de l'écologie, cet essai a permis de populariser les

thèses effondristes auprès d'un grand nombre d'abord de militant-es écologistes, puis des franges plus larges de la société, du haut sommet de l'État aux collectivités territoriales, avec soutien des médias généralistes. Cet ouvrage a également fait émerger d'autres figures médiatiques de la collapsologie, l'ancien ministre de l'environnement Yves Cochet, ou le sociologue et anthropologue Bruno Latour.

Pour Renaud Garcia, l'accueil positif fait à ces théories effondristes questionne leur radicalité politique. Il souligne dans les discours des collapsologues l'absence de critique, tant de la civilisation industrielle et technologique que de l'organisation sociale capitaliste, et des relations de domination et de pouvoir qui la définissent. Rejetant ainsi une partie de l'héritage de l'écologie politique, la collapsologie, serait pour l'auteur une « *écologie mutilée* ».

Avec l'attente de l'effondrement pour seul horizon, les collapsologues sont enfermés dans un présentisme dépressif, entretenant un narcissisme pathologique qui les empêche d'imaginer un « avenir au futur », ou alors sous le prisme de la simple survie. Influencée par la vision libérale qui veut que sans État, l'homme devient un animal pour l'homme, ce survivalisme de « gauche » empêche toute réflexion sur la construction d'une société au-delà des impératifs de survie, où la vie serait bonne, l'émancipation et l'autonomie la règle.

Face à cet « *écologie amoindrie* », inof-

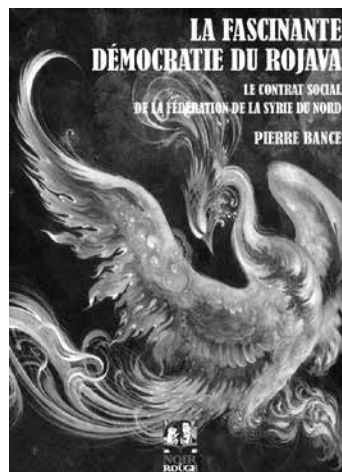
fensive, Renaud Garcia propose de replonger dans la tradition intellectuelle du refus de la technique, du machinisme, de l'esclavage, des capitalismes d'État comme ont pu le faire des auteur-ices (bien souvent anarchistes ou libertaires) comme Simone Weil, Lewis Mumford, Jaime Semprun, Albert Camus, Murray Bookchin, Pierre Kropotkine, Françoise d'Eaubonne et bien d'autres.

S'inspirant de la tradition libertaire, l'auteur nous pousse aux *refus*. Refus d'en appeler aux gouvernants pour régler la crise écologique, sociale, et sanitaire dont ils sont les principaux responsables. Refus du capitalisme numérique et technologique, de la bureaucratie. Refus de parvenir moralement, et politiquement. Et cela pour s'engager sur « *la voie de la non-puissance* » (et non pas impuissance), pour « *vivre, et contester l'action que le monde nous propose* ». ●

Guillaume, STT59-62



Rojava script



La fascinante démocratie du Rojava. Le contrat social de la fédération de la Syrie du Nord,

Pierre Bance,
ed. Noir & rouge, 600 p, 25€.

Il y a peu, on peinait à situer le Kurdistan sur une carte. Depuis que le PKK a abandonné le marxisme-léninisme, la dictature du prolétariat et les rigidités nationalistes pour un communisme libertaire féministe, on connaît mieux le Rojava*, expérience révolutionnaire vivante, comme le Chiapas zapatiste, à la recherche d'une démocratie sans État. De quoi stimuler nos regards intéressés. La contribution des combattantes à la victoire sur Daesh a suscité le respect bien au-delà des cercles d'extrême gauche, non sans une certaine mythification romantique, voire un brin sexiste, que pointe l'auteur. Il s'intéresse aux structures mises en place depuis 2012, formes de démocratie directe de proximité, inspirés du municipalisme libertaire de Murray Bookchin, cohabitant avec un parlementarisme plus global de système par représentation territoriale. Certes fédéraliste, et avec un refus explicite de l'État Nation.

La place prise par les femmes y est régulièrement remarquée. L'enseignement de la « *jineoloji* », nou-

velle culture regroupant des données scientifiques et de vie sociale, « dans le cadre d'analyse féministe radical », se présente comme une autodéfense intersectionnelle, dans l'interdépendance entre genre, État et capitalisme. Les formes d'organisation non-mixtes couvrent des villages et conseils de femmes, associations, sections de partis, forces de police et corps de justice, coopératives autogérées (où se joue l'indépendance vis à vis des pères et maris). A l'instar de nos Bourses du travail de la fin du XIXe, des maisons des femmes, tout autant regroupées en fédération, s'ouvrent comme lieux de débat, conseils, formation, d'autodéfense et de médiation. La justice autonome des femmes entend protéger contre le patriarcat, encore bien ancré. Problème familiaux, gardes des enfants sont gérés en première instance par des comités de paix féminins où se prône la conciliation. En cas d'échec, une instance de jugement, pour l'instant sans recours possible. Le Contrat social qui sert de constitution ne dit rien sur la sexualité choisie, la contraception, l'avortement, encore tabous dans une société imprégnée de valeurs traditionnelles ancestrales. L'interdiction de la polygamie ne va pas de soi. Il y a aussi du chemin à faire pour instaurer le di-

voice à la demande de chaque partie, interdire les mariages de mineur-es, voire forcés ou consanguins, l'annulation de la dot, l'égalité devant l'héritage.

C'est l'un des aspect creusés par ce bouquin doté d'abondantes notes de bas de pages, au point que certaines pages se voient envahir pour plus de la moitié par ces références renvoyant à des textes en ligne, hélas souvent inaccessibles aujourd'hui.

L'auteur ne verse d'ailleurs pas dans le surcroît d'optimisme, d'une émancipation achevée en si peu de temps. Faute à un affichage qui allie la propagande et le désir ardent de la militance étrangère à admirer une expérience phare. L'auteur soulève par exemple les contradictions entre militarisme et démocratie ou le hiatus entre l'émancipation des femmes dans l'espace public et le statu quo ancien qui peut perdurer dans la famille. Ou pose la question « *diabolique* » d'une « *police libertaire* »... Mais ce Rojava en guerre est tout jeune. Il faut peut être le laisser pousser, expérimenter encore et repousser les murs jusqu'en temps de paix. ●

Nicolas, interco Nantes



Le climat est au brun



Fascisme fossile

Zetkin collective,
La Fabrique, 360 p. 18 €.

Le climat, a priori, les fachos s'en tapent. À y regarder de plus près, pas vraiment. Outre la race, la force virile et la nation, leur discours vante historiquement le progrès, la guerre, le pétrole, l'automobile : l'anti écologisme est dans les gènes du fascisme depuis Marinetti et Jünger inspirant le mussolinisme et le nazisme. Surfer sur les peurs de l'effondrement climatique permet, aujourd'hui, de servir la vieille soupe xénophobe du repli et de la haine. Ceux qu'on a appelé les climato sceptiques, qui sont en fait des climato négationnistes, sont ancrés à l'extrême droite, jamais loin des

tourbillons boueux du complotisme.

Mais si les alliances objectives apparaissent régulièrement avec le capitalisme version extractiviste, le fascisme ne défend pas les énergies fossiles par calcul économique mais bien pour leur « *techno-racisme* » : se revendiquer blanc marquerait une supériorité industrielle et raciale. Y renoncer ébranlerait la supériorité blanche. L'extrême droite se nourrit de ces énoncés chocs et simplistes. Et la crise du pétrole de 1973 a ouvert la voie à une islamophobie moderne, nom masqué d'un racisme anti arabe, cette nébuleuse soupçonnée de projeter l'anéantissement de l'Europe « *de souche* ».

Dans ses fondamentaux, on retrouve l'ethno nationalisme, l'environnement se réduisant à un paysage sans étrangers ni éoliennes. Et si, ancrées au sol, les énergies fossiles sont du pain béni pour les nationalismes, les « *flux fugitifs* » éoliens et solaires ne sont pas appropriables dans le carcan de frontières étanches. L'énergie renouvelable n'a rien d'autochtone.

L'écologisme brun prône aussi le malthusianisme pour faire diminuer les naissances de non blancs, en stigmatisant le danger de la surpopulation du globe. Race, climat, mais aussi patriarcat, retrouvent leur liens sous ses discours. Economie fossile, conquête coloniale, domination masculine s'imbriquent dans l'imaginaire facho. Pour faire vrombir le capitalisme naissant, l'Angleterre a le fer et le charbon,

mais pas l'irremplaçable graisse pour ses machines. Basée sur la machine à vapeur des navires et des trains, et donc sur le charbon, la colonisation fera trimer les femmes de delta du Niger pour fournir l'indispensable huile de palme graissant sa mécanique industrielle. La domination blanche et coloniale qui fonde les empires du XIXe resurgit avec les crises contemporaines, associée à la fierté aveugle d'avoir créé le monde moderne. Et pour Bolsonaro, la forêt amazonienne est « *comme une vierge convoitée par tous les pervers extérieurs. Elle est à nous !* ».

Le collectif d'auteurs·trices, un groupe d'étudiant·es suédois·es fondé en 2018 autour du géographe anarchiste Andreas Malm, rappelle que la genèse du racisme doit beaucoup à l'exploitation des énergies fossiles, étroitement liée au colonialisme, et à la domination masculine. Pétrole et charbon se voient totémisés comme symboles de puissance virile, de triomphe sur la matière. Un résumé du mythe prométhéen de domestication du feu et donc d'asservissement de la nature. Ces énergies fossiles donneraient ainsi la marque irréfutable de la supériorité de l'Occident sur les autres peuples du monde. À l'inverse, l'éolienne serait signe de passivité, de faiblesse, affublée au passage de mocheté et d'inefficience. Il nous reste à enterrer le suprémacisme fossile. ●

Nicolas, interco Nantes

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.

Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT
GRATUIT



Perruque d'ateliers



Le pas de la Manu, St-Etienne, où se fabriquent les armes, Baptiste Deyrail, Actes Sud BD. 232 p. 28 €.

La « perruque » (aussi dite « pinaille », « bricole ») est un élément clef de la culture ouvrière en usine. Le terme englobe tout ce qui se bidouille pour soi sur place, plus ou moins en douce, avec les outils et les machines des ateliers, les matériaux piqués à la boîte, dans les bennes de rebut, les recoins, les stocks. Du détournement en loucedé. De la plaque de four ressoudée au barbecue assemblé de A à Z, des outils réparés, ré-usinés, bichonnés, un thermos fabrication maison, des casseroles... Et parfois du plus gros calibre. Tu me refais mon braquet de vélo, je

te fais le plan de ta pièce de moteur, propose Jean, ajusteur futé, à un dessinateur des bureaux d'étude. La bande dessinée explore ce mode de désobéissance au travail et de débrouille, voire de créativité. De l'art modeste, utilitaire, sans achat ni vente, juste des échanges de bons procédés entre prolos, du donnant donnant, de l'entraide vieille comme le salariat. En 1674 et 1689, Colbert prend même une ordonnance contre ce coulage dans les arsenaux, pour interdire que l'ouvrier d'État se fasse sa chaloupe, son canot perso. Ici, dans l'usine d'armement de Saint-Etienne (pas confondre avec Manufrance), le roman graphique brosse un portrait de groupe d'ouvriers, avec leurs travers, leurs solidarités. Dans ces années cinquante, on y croise des sosies de Gabin, et celui de Charles Vanel du Salaire de la peur. On joue le dimanche au motoball, à la balle dans l'atelier quand le contremaître n'est pas là. On tire au flanc. L'Algérie est dans les journaux, loin. Ici, on construit des chars AMX et dans l'atelier d'à côté, l'arme anti-char qui doit le bousiller : « *Absurde et un peu vain, déprimant parfois* » lâche un de ces métallos. Le fusil mitrailleur sur lequel le bureau d'études travaille en secret, on le découvre sur une photo d'Algérie. Un fossé entre la technicité et son usage. La précision à moins d'un millimètre qui fait leur fierté d'ouvriers super qualifiés est bien faite pour tuer. Mais plus loin.

Jeannot, à qui on promet une pro-

motion de chef d'atelier le vit comme une punition, coup d'arrêt aux amitiés avec les potes. Une trahison de classe. Il bricolera pour esquiver le piège. Quand est installée une machine à café, armoire qui crache du kawa à péage, elle est remplie de rondelles de métal. Dans une usine qui usine des pièces de la taille des pièces de monnaie, la fausse monnaie se fabrique à tour de bras. La lumière est maigre : ombre et poussière, pénombre sur la ville crevée de halos de réverbères, autant d'arrêts sur image d'un film noir. Et entre la tournée des bistrotts et le baston contre les mineurs, la perruque, toujours. Du temps libre qu'on s'aménage, du temps volé, ré-approprié, un peu un complément de salaire en nature. L'assentiment de la hiérarchie est plus ou moins tacite. La pratique, pas vraiment invisible, est tolérée, contenue, parfois réprimée. Parfois couverts par la maîtrise et la direction, les salariés détesteraient moins l'entreprise où ils se font exploiter. Une « *soupage* », concède un cadre en préambule de ce récit des ateliers en sépia grumeleux, regard photographique attentif aux détails, aux machines, au décor embué de fumées, de neige lourde, de graisse. Le parti pris graphique de l'auteur, le monotype sur zinc, une technique de gravure à l'unité, allie la maîtrise du métal et de l'encre grasse. Et c'est foutrement beau. ●

Nicolas, interco Nantes

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

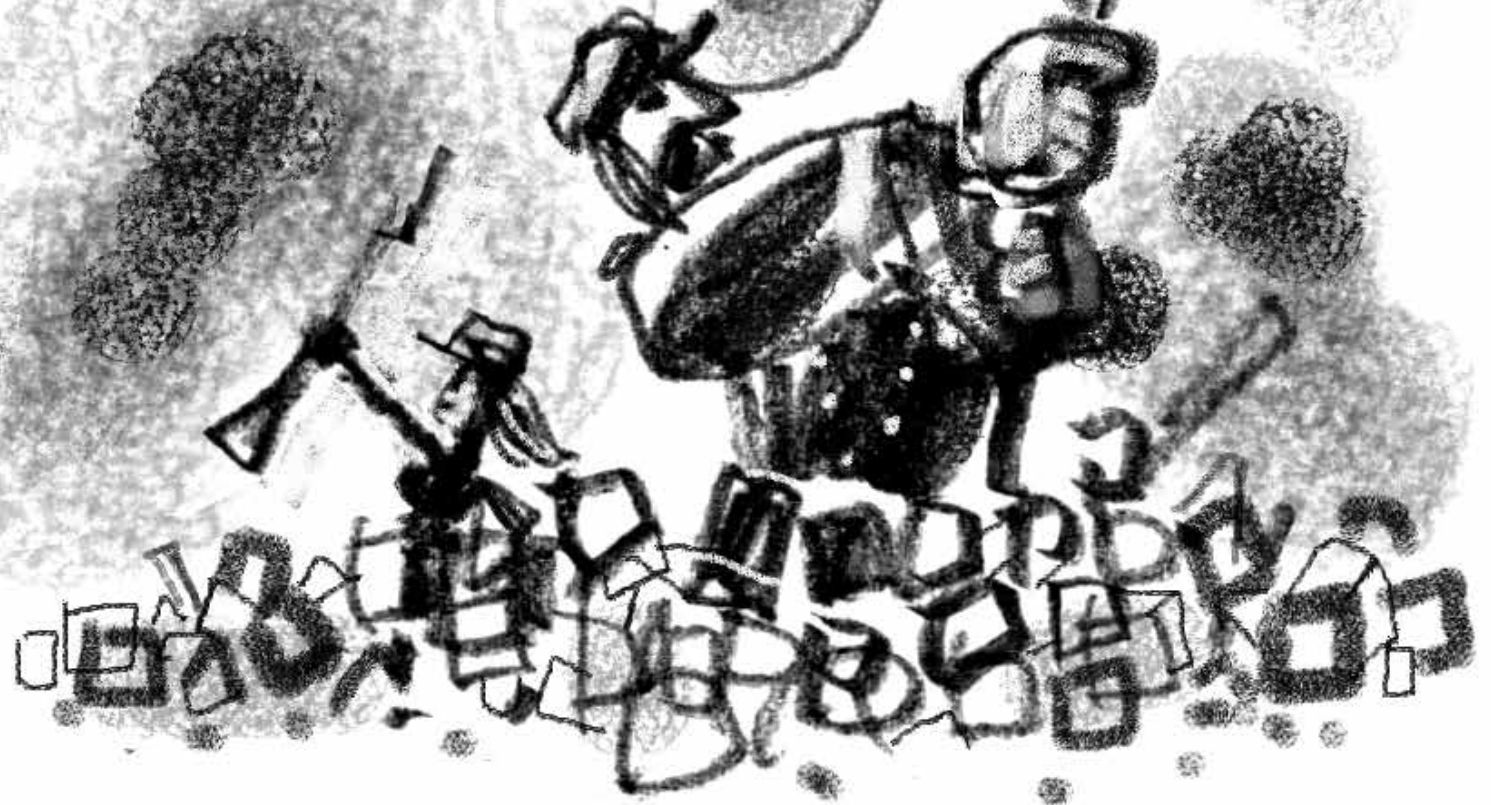
DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

1871

2021

VIVA LA COMMUNE



VIVRE LA COMMUNE!